

## **N'arrêtons pas de parler de la Palestine !**

Plus d'enfants ont été tués dans la bande de Gaza en 4 mois qu'en 4 ans de guerre dans le monde entier, selon un constat terrible de l'ONU. Plus de 12 300 enfants ont en effet été tués sur le territoire palestinien entre octobre et la fin du mois de février. Cet enfanticide de masse témoigne de la dynamique génocidaire de la guerre menée par l'armée israélienne contre la population palestinienne de Gaza : tuer les enfants c'est vouloir anéantir l'avenir d'un peuple. « *Cette guerre est une guerre contre les enfants*, a dénoncé le 12 mars M. Lazzarini, le dirigeant de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, l'UNRWA. *C'est une guerre contre leur enfance et leur avenir.* »

Cette UNRWA à laquelle les pays occidentaux avaient les uns après les autres retiré leurs subventions, à la suite d'accusations unilatérales portées par Israël. Ces accusations se sont révélées une fois de plus sans aucun fondement. Le Canada et la Suède ont déjà rétabli leur financement. Mais de cela, vous en entendrez beaucoup moins parler que des accusations initiales. Ainsi va la *Hasbara* (propagande sioniste organisée et financée par l'Etat israélien).

Plus globalement, il n'est quasiment plus question de la situation en Palestine dans les principaux médias. Pire, les événements de solidarité sont interdits, censurés, empêchés. En particulier dans le cadre de l'Israeli Apartheid Week qui se déroule pendant tout le mois de mars, on ne compte plus les universités qui refusent des salles, comme celle de Montpellier où devait intervenir Pierre Stambul pour l'UJFP le 25 mars. Mais personne ne nous empêchera de continuer à dénoncer le génocide en cours et de témoigner notre solidarité à la population palestinienne. N'arrêtons pas de parler de la Palestine ! ■



## **Sommaire**

**Page 2**

***Samedi 30/03, meeting  
juif international :  
Faire bloc***

**Page 3**

***Génocide en Palestine,  
maccarthysme à  
l'université***

**Page 4**

***Sciences Po : nouvelle  
intox de l'UEJF sur  
l'antisémitisme***

## **Samedi 30 mars, meeting juif international : FAIRE BLOC**

### **Guerre coloniale en Palestine - Antisémitisme - Répressions**

La guerre génocidaire que mène l'armée israélienne à Gaza, avec le soutien des chancelleries du monde occidental, donne lieu, en France, à une séquence particulièrement dangereuse. Stigmatisé-es comme des soutiens au terrorisme, les militant-es et organisations de gauche et du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien font face à la répression d'un État déjà bien engagé dans un tournant autoritaire et réactionnaire. Depuis le 7 octobre, c'est en grande partie au nom de la lutte contre l'antisémitisme que ce dernier se poursuit.

Le 12 novembre 2023, la ville de Paris a accueilli une marche prétendument « pour la République et contre l'antisémitisme » et dont l'appel, signé par la présidente de l'Assemblée nationale et le président du Sénat, visait essentiellement à réaffirmer l'autorité de l'État et le soutien à Israël face aux musulman-es identifié-es comme ennemis de l'intérieur. Une démonstration de force du bloc au pouvoir qui a déroulé le tapis rouge au Rassemblement national et à Reconquête !, partis politiques héritiers du pétainisme et foncièrement islamophobes. Quelques semaines plus tard, cette même ville de Paris faisait pression pour empêcher la rencontre avec la philosophe juive américaine Judith Butler, organisée par des organisations juives antiracistes, des militant-es décoloniaux-ales et des partis de la gauche radicale, autour de la lutte contre l'antisémitisme et de la répression de la solidarité avec le peuple palestinien.

Juives et Juifs de France, nous sommes ainsi instrumentalisé-es par le gouvernement et les forces politiques de droite et d'extrême-droite. Dans la longue période de fascisation que nous traversons, nous nous retrouvons d'autant plus isolé-es que nous sommes ouvertement utilisé-es comme prétextes au déploiement d'une politique islamophobe et

antisociale. Confronté-es à la permanence de l'antisémitisme endogène de nos sociétés et aux formes de judéophobies qui se développent dans le sillage de la politique israélienne, cette situation est intenable et doit être renversée.

Les enjeux auxquels nous faisons face ne concernent pas seulement la France. La montée de l'extrême-droite et de l'autoritarisme, comme la criminalisation du mouvement social et du mouvement ouvrier, relèvent d'une tendance de fond qui travaille l'ensemble du monde occidental. En France, pays moteur de l'islamophobie dans le monde, comme ailleurs, la politique coloniale israélienne et le détournement de la lutte contre l'antisémitisme provoquent une dangereuse montée du ressentiment antijuif. Face au déluge réactionnaire et autoritaire, il est urgent de construire des digues.

**Nous, organisations juives anticoloniales de différents pays, appelons les organisations et militant-es se réclamant de l'émancipation collective à se réunir à Paris le 30 mars 2024 pour réaffirmer la légitimité de la cause palestinienne de la solidarité internationale. La lutte contre l'antisémitisme est indissociable du combat contre toutes les formes de racisme. Face au tournant autoritaire, face au racisme et au colonialisme, faisons bloc !** ■

**FAIRE BLOC**  
**MEETING**  
**JUIF**  
**INTERNATIONAL**

**GUERRE COLONIALE EN PALESTINE · ANTISÉMITISME · RÉPRESSIONS**

**SAMEDI 30 MARS 2024 · 13H-20H · PARIS**

OUVERT À TOUTES ET À TOUS  
GRATUIT SUR INSCRIPTION SUR [WWW.TSEDEK.FR](http://WWW.TSEDEK.FR) OU [WWW.UJFP.ORG](http://WWW.UJFP.ORG)

TSEDEK UJFP CCJ IJAN FAJS Diaspora Alliance

## Génocide en Palestine, maccarthysme à l'université

***Personne n'a le droit de dire « nous ne savons pas » à propos de ce qui se passe à Gaza. Les images et les reportages sur les charniers, les hôpitaux attaqués, la population affamée, les corps sortis des gravats... sont accessibles à tout le monde. Celles et ceux qui persistent à colporter des balivernes sur « la lutte contre le terrorisme » sont complices de cette horreur.***

L'indignation face à ce qui se passe à Gaza provoque partout des réactions, y compris dans les universités et les grandes écoles où des comités soutenant les droits du peuple palestinien se sont créés.

Nous avons déjà pointé l'instrumentalisation de l'antisémitisme par l'UEJF (Union des Étudiants Juifs de France) à Science Po.<sup>1</sup>

À l'EHESS (École des Hautes Études en Sciences Sociales), une plainte a été déposée contre le syndicat Solidaires Étudiant-es. Plusieurs militant-es ont été convoqué-es et entendu-es par les services de police de lutte antiterroriste.

On observe une vraie chasse aux sorcières dans le milieu universitaire : faire taire le débat, remettre en cause les principes d'indépendance et de liberté académiques sont des signes d'un État en marche vers un autoritarisme très dangereux pour la recherche en sciences humaines en France.

C'est ainsi que :

- À l'occasion de l'IAW (Israeli Apartheid Week), plusieurs directions d'université interdisent la prise de parole.
- À Aix-en-Provence, le Président de l'Université se drape derrière le fait que la conférence de Pierre Stambul « n'a fait l'objet d'aucune demande officielle » pour l'interdire. Elle a quand même eu lieu devant l'entrée de la Faculté.

- À Montpellier, le Président de l'Université n'a pas cet argument car la demande de conférence de Pierre Stambul a été faite par le syndicat Sud-Éducation. Il considère « qu'un tel événement est susceptible de porter une atteinte excessive au principe d'indépendance du service public de l'enseignement supérieur ». Dans cette même ville, toutes les autorités participent chaque année à la « journée de Jérusalem » qui célèbre l'annexion (illégale d'après le droit international) de 1967. Là, il n'y aurait aucune atteinte au principe d'indépendance.

Les États-Unis ont connu le maccarthysme, une période où on a pourchassé les cinéastes, les journalistes, les artistes, les syndicalistes... censé-es avoir des « activités anti-américaines ». La chasse aux sorcières a aussi tué avec l'exécution des Rosenberg. La gauche et les syndicats de lutte ne s'en sont jamais complètement relevés.

En France, une chasse aux sorcières est ouverte dans les universités et c'est la dénonciation du génocide à Gaza que l'on essaie de bâillonner.

Bien sûr, cette chasse aux sorcières ne concerne pas que l'Université, mais cette suppression des « franchises universitaires » montre la panique des autorités complices du génocide quand ceux qui dénoncent leurs crimes viennent des écoles qu'ils ont eux-mêmes fréquentées.

\*\*\*

L'UJFP appelle à dénoncer partout la censure et la criminalisation de la recherche et à construire des outils de défense de la liberté d'expression et du débat académique.

**Une fois de plus, ce que le mouvement de solidarité répète se vérifie, à savoir qu'en soutenant les droits des Palestiniens, nous défendons nos propres droits.** ■

<sup>1</sup> Lire notre communiqué en page 4

